

Guerre en Ukraine (direct)

# Zelensky salue l'entrevue d'une ouverture des négociations d'adhésion à l'UE

Suivez en direct l'actualité de ce conflit en Europe.

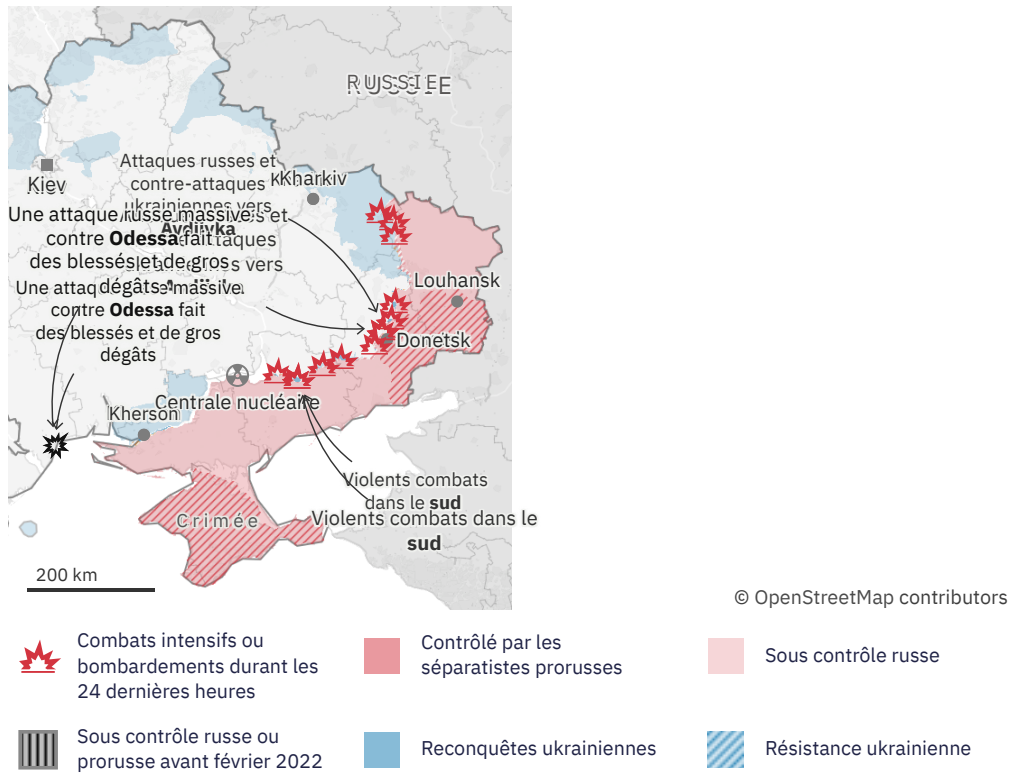
---

LIVE

Publié: 24.01.2022, 16h31

Lisez le premier mois pour 1€ avec l'abonnement «Regular», puis pour 15,99€ le mois suivants

## La situation actuelle en Ukraine



Actualisé le mardi 7 novembre

Carte: wig, pra; Source: [Institute for the Study of War](https://www.instituteforthestudyofwar.org/)

13h59

### Zelensky salue l'entrevue d'une ouverture des

## **négociations d'adhésion à l'UE**

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a salué mercredi «la bonne» décision de la Commission européenne, qui vient de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne pour l'Ukraine, confronté depuis février 2022 à l'invasion russe.

«Notre Etat doit être dans l'UE. Les Ukrainiens le méritent», a estimé M. Zelensky dans une vidéo publiée sur Telegram. Son Premier ministre Denys Chmygal s'est pour sa part engagé à faire de l'Ukraine un membre «égal» et «fort» de l'UE.

13h57

### **Trois morts dans une frappe russe sur l'est de l'Ukraine (Kiev)**

Trois personnes ont été tuées par une frappe russe sur une maison de la région de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, ont annoncé les autorités ukrainiennes mercredi.

L'attaque a touché le petit village de Bagatir, situé non loin du front dans cette zone où les combats font rage, a indiqué le service d'Etat ukrainien des situations d'urgence (DSNS).

Trois corps – ceux d'une femme et de deux hommes – ont été tirés des décombres de la maison, a-t-il ajouté sur Telegram.

Sur des images publiées par les autorités, des secouristes fouillent ce qui reste d'un bâtiment effondré, et en sortent un corps.

13h54

### **Zelensky salue la «déclaration forte» du G7 sur le soutien à l'Ukraine**

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a salué mercredi la

«déclaration forte» du G7 sur le soutien à son pays, alors que Kiev redoute que la lassitude ne gagne progressivement ses alliés.

«J'ai salué la déclaration forte faite aujourd'hui par les ministres des Affaires étrangères du G7, qui ont réaffirmé leur soutien indéfectible à l'Ukraine, même dans le contexte d'autres événements mondiaux», a-t-il remercié, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre japonais Fumio Kishida, dans un message posté sur X (anciennement Twitter).

13h50

### **Bruxelles recommande l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie**

La Commission européenne recommande l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE avec l'Ukraine et la Moldavie, et l'octroi du statut de candidat à la Géorgie, a annoncé mercredi la présidente de l'exécutif européen, Ursula von der Leyen.

«Aujourd'hui est un jour historique», a déclaré Mme von der Leyen, en annonçant devant la presse l'avis favorable de la Commission pour l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.



AFP

En juin 2022, l'UE avait accordé à l'Ukraine le statut de candidat, dans un geste hautement symbolique quelques mois après le début de l'invasion russe, ainsi qu'à la Moldavie voisine.

L'ouverture de négociations formelles est la prochaine étape avant une éventuelle adhésion. L'avis favorable de la Commission doit maintenant être approuvé ou non par les 27 à l'occasion de leur prochain sommet les 14-15 décembre à Bruxelles.

«L'Ukraine continue à faire face à des difficultés énormes et à la tragédie provoquée par la guerre d'agression de la Russie», a déclaré Ursula von der Leyen, soulignant qu'en dépit de ces difficultés, l'Ukraine avait continué à se réformer «en profondeur» en vue de son adhésion à l'UE.

### «Des réformes significatives»

La Moldavie, petit pays parmi les plus pauvres d'Europe qui dénonce régulièrement des tentatives de déstabilisation de la part de Moscou, a entrepris de son côté «des réformes significatives», s'est encore félicitée la présidente de la Commission européenne.

Celle-ci a également annoncé avoir recommandé d'accorder à la Géorgie, pays en partie occupé par la Russie depuis 2008, un statut de candidat officiel à l'entrée dans l'UE.

«Aujourd'hui est un jour de fête en Géorgie», a déclaré Mme von der Leyen, qui a toutefois souligné que ce pays devait encore entreprendre d'«importantes réformes», correspondant aux «aspirations de l'écrasante majorité de ses citoyens à rejoindre l'UE».

Une annonce dont s'est immédiatement «réjouie» la présidente géorgienne pro-occidentale Salomé Zourabichvili.

Enfin, la Commission européenne a également fait un geste à l'égard de la Bosnie, pays candidat à l'adhésion, en se montrant favorable à l'ouverture de négociations d'adhésion avec ce pays des Balkans, toujours profondément divisé, une fois que certains progrès auront été réalisés.

«Nous avons ouvert grand la porte», mais des résultats sont désor-

mais attendus, a-t-elle souligné.

13h37

## **L'Ukraine revendique l'élimination du responsable russe**

Les services de renseignement militaire ukrainien ont revendiqué mercredi l'élimination de Mikhaïl Filiponenko, un responsable russe en zone occupée, tué dans l'explosion de sa voiture à Lougansk (Est).

«L'opération spéciale en vue de la liquidation du bourreau Filiponenko a été réalisée conjointement avec des représentants du mouvement de résistance» ukrainien dans cette zone, a affirmé sur Telegram ce département intégré au ministère de la Défense.

13h34

## **La Slovaquie bloque une livraison programmée d'armes à l'Ukraine**

Le gouvernement slovaque a décidé mercredi de bloquer une importante livraison d'armes en Ukraine, qui avait été programmée par l'exécutif précédent, conformément aux engagements du nouveau Premier ministre Robert Fico.

«Le gouvernement n'approuve pas la proposition de don d'équipement militaire à l'Ukraine» d'une valeur de 40,3 millions d'euros, est-il indiqué sur son site officiel.

Cette proposition de 14e paquet d'aide préparée par l'ancienne direction du ministère de la Défense comprenait la livraison de munitions de 7,62 mm et de gros calibre pour les canons de 125 mm, ainsi que des roquettes pour la défense aérienne, des mortiers et des mines.

## **«Une aide humanitaire et civile»**

Le nouveau gouvernement de coalition dirigé depuis fin d'octobre

par M. Fico, qui inclut un parti d'extrême droite pro-russe, avait annoncé que l'aide à l'Ukraine se limiterait désormais à «une aide humanitaire et civile».

Mardi, M. Fico a déclaré que «si une entreprise (slovaque) veut fabriquer des armes quelque part et les fournir (à l'Ukraine), personne ne l'en empêchera».

Depuis le début de la guerre déclenchée en Ukraine voisine par la Russie, la Slovaquie a transmis à Kiev des équipements militaires d'une valeur estimée à 671 millions d'euros.

13h24

### **Russie: un militaire ukrainien condamné à 19 ans de prison pour «meurtre» d'un civil**

Un militaire ukrainien a été condamné mercredi à 19 ans de prison par un tribunal russe à Rostov-sur-le-Don (Sud) pour «meurtre» d'un civil près de Marioupol au printemps 2022, quand cette ville portuaire du Sud-Est de l'Ukraine était assiégée par l'armée de Moscou.

Anton Tcherednik, militaire ukrainien, était accusé d'avoir abattu un civil pour avoir mal prononcé le mot «pain» en ukrainien, selon les enquêteurs russes cités par l'agence de presse publique Ria Novosti.

Le tribunal militaire du district du Sud à Rostov-sur-le-Don a condamné M. Tcherednik à «19 ans de détention», dont trois ans à purger en prison et le reste dans un camp pénitentiaire à régime sévère, a précisé l'agence.

### **Appel du verdict annoncé**

Selon les enquêteurs, le 27 mars 2022, le militaire ukrainien a interpellé deux civils dans le village de Mirnyi, près de Marioupol, les a obligés à s'allonger par terre et a frappé l'un d'entre eux au visage avec un fusil. Il les a ensuite obligés à prononcer le mot «pain» en ukrainien et a fusillé celui qui n'a pu le faire correcte-

ment. Le deuxième civil est resté en vie et a témoigné contre M. Tcherednik.

Le militaire ukrainien va faire appel du verdict, a affirmé son avocat Vladimir Bakoulov, cité par Ria Novosti.

13h13

### **Pékin et Moscou «ne créent pas un bloc militaire», selon le ministre russe de la Défense**

La Russie et la Chine, dont l'alliance est source de craintes chez les Occidentaux, «ne créent pas un bloc militaire», a assuré mercredi le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, en recevant à Moscou des responsables chinois.

«Contrairement à certains pays occidentaux agressifs, nous ne créons pas de bloc militaire», a-t-il déclaré, selon un communiqué de son ministère, assurant que cette coopération n'était pas «dirigée contre des pays tiers».



Sergueï Choïgou.

AFP

Le ministre recevait à Moscou une délégation notamment composée du général Zhang Youxia, vice-président de la Commission militaire centrale.

Sergueï Choïgou souhaitait lui parler «des mesures à prendre

pour renforcer la coopération dans le domaine de la défense», d'après le ministère russe.

Zhang Youxia, de son côté, a estimé que les relations russo-chinoises étaient à leur «plus haut niveau», selon une transcription en russe de ses propos.

## **Pékin appelé à «ne pas aider» Moscou**

C'est justement cette coopération qui inquiète les pays occidentaux. Ils veulent éviter que la Chine n'apporte un soutien de taille à la Russie dans son offensive en Ukraine.

Mercredi, le G7 a d'ailleurs appelé Pékin à «ne pas aider» Moscou dans ce conflit.

Les deux pays entretiennent des liens forts, encore resserrés depuis le début de l'offensive russe en février 2022, que Pékin refuse de condamner.

Le président Vladimir Poutine s'est rendu en Chine en octobre, son premier déplacement dans une grande puissance mondiale depuis l'attaque de ses forces en Ukraine il y a près de deux ans.

Mercredi, M. Poutine recevra lui aussi le responsable chinois Zhang Youxia, a indiqué le Kremlin.

13h07

## **Russie: huit ans de prison requis contre une artiste**

Le parquet russe a requis mercredi huit ans de prison contre l'artiste Alexandra Skotchilenko, arrêtée en Russie en avril 2022 pour avoir remplacé les étiquettes de prix dans un supermarché par des messages dénonçant l'attaque en Ukraine.

Selon les médias indépendants Novaïa Gazeta Europe et Mediazona, présents à l'audience dans un tribunal de Saint-Pétersbourg, le procureur a demandé cette peine en estimant que Mme Skotchilenko était coupable de «diffusion de fausses informations» sur

l'armée.

L'artiste et musicienne de 33 ans, originaire de Saint-Petersbourg, est maintenue en détention malgré une santé qui se détériore, selon ses soutiens. Son procès s'était ouvert en décembre 2022.

## Voix critiques réprimées

«Une peine de prison ferme serait une catastrophe pour Sacha», a dit récemment sa mère, Nadejda Skotchilenko, utilisant le diminutif du nom de sa fille, dans un entretien donné à l'AFP depuis Paris.

Selon elle, l'artiste souffre d'une maladie intestinale chronique et d'un problème cardiaque congénital.

La Russie réprime depuis des années les voix critiques, mais la campagne de répression a pris une ampleur considérable avec l'assaut contre l'Ukraine en février 2022.

En dépit des risques, Alexandra Skotchilenko avait remplacé des étiquettes dans un supermarché par de courtes phrases dénonçant le conflit, en particulier le siège par l'armée russe de Marioupol, qui a fait au moins 20.000 morts selon Kiev.

«Poutine nous ment depuis 20 ans», lisait-on sur un de ces messages. «La conséquence de ces mensonges est que nous sommes prêts à justifier une guerre et des morts insensées.»

10h26

## Un responsable russe tué dans l'explosion de sa voiture dans l'Est de l'Ukraine

Un député et ancien responsable militaire dans la région ukrainienne de Lougansk (Est) sous occupation russe, Mikhaïl Filiponenko, est mort dans l'explosion de sa voiture, a rapporté mercredi le site d'informations local Lug-info.

Le fils de la victime, Ivan Filiponenko, a affirmé à Lug-Info que

son père avait reçu des «blessures mortelles» dans l'explosion. Selon ce média, Mikhaïl Filiponenko était député au Parlement local et ex-responsable de l'armée séparatiste de Lougansk.

Un autre député local dans cette région occupée, Iouri Iourov, a affirmé sur Telegram que Mikhaïl Filiponenko avait déjà été visé par un attentat à la bombe à Lougansk contre son véhicule, le 21 février 2022.

Il était sorti vivant «par miracle» de cette explosion, selon cette source, et seul son chauffeur avait alors été blessé.

D'après M. Iourov, Mikhaïl Filiponenko était l'un des fondateurs de l'armée séparatiste de Lougansk, en 2014, au début de la guerre entre Kiev et ces troupes prorusses soutenues par Moscou.

10h16

## **La Russie émet un mandat de recherche visant un juge de la CPI**

La Russie a ajouté mercredi un juge de la Cour pénale internationale (CPI), le Costaricien Sergio Gerarde Ugaldó Godínez, sur sa liste de personnes recherchées, sans pour autant en préciser le motif.

«Recherché dans le cadre d'une enquête pénale», a indiqué le ministère de l'Intérieur dans sa base de données des personnes recherchées.

## **Mandat d'arrêt visant Vladimir Poutine**

La CPI a émis au printemps un mandat d'arrêt visant le président russe Vladimir Poutine pour son rôle dans la déportation d'enfants en Ukraine.

Bien que la Russie ne soit pas membre de la CPI, M. Poutine est en conséquence gêné dans ses déplacements internationaux par cette menace d'arrestation. Ainsi, il n'est pas allé au sommet des Brics en Afrique du Sud en août dernier, ni au sommet du G20 en

Inde en septembre.

Dès le mois de mai, Moscou avait mis le procureur de la CPI, Karim Khan, sur sa liste des personnes recherchées.

Vladimir Poutine et la commissaire russe à l'enfance, Maria Lvova-Belova, sont accusés par la CPI de crime de guerre pour la «déportation illégale» de milliers d'enfants ukrainiens. Ces accusations sont fermement rejetées par Moscou.

05h41

### **Le G7 «condamne fermement» les transferts d'armes de la Corée du Nord à la Russie**

Les ministres des Affaires étrangères du G7, réunis à Tokyo, ont «condamné fermement» mercredi les transferts d'armes nord-coréennes vers la Russie et les tirs de missiles de Pyongyang, a affirmé le Japon. Les responsables du G7 «condamnent fermement les tirs répétés de missiles balistiques par la Corée du Nord ainsi que les transferts d'armes de la Corée du Nord vers la Russie, en directe violation» des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, selon un communiqué du ministère japonais des Affaires étrangères.

04h50

### **Le G7 va rester «uni» dans son soutien «ferme» à l'Ukraine, annonce le Japon**

Les ministres des Affaires étrangères du G7, réunis à Tokyo, ont assuré mercredi que le groupe allait rester «uni» dans son «soutien ferme» à l'Ukraine face à l'invasion russe, «même dans la situation internationale actuelle», une référence implicite au conflit Israël-Hamas. Ils ont aussi assuré qu'ils allaient continuer d'imposer ensemble des «sanctions sévères» à Moscou, accélérer les efforts de reconstruction de l'Ukraine sur «le moyen et long termes» et continuer «d'oeuvrer à un processus de paix», selon un communiqué du ministère japonais des Affaires étrangères.





AFP

Hier, 22h21

## Washington soutient une démocratie «forte» en Ukraine après la controverse sur la tenue d'élections

Les Etats-Unis ont dit mardi être en faveur du maintien d'une démocratie «forte» en Ukraine, tout en semblant comprendre la réticence du président ukrainien Volodymyr Zelensky à organiser des élections au début de l'année prochaine.

Toutes les élections, y compris la présidentielle, sont annulées depuis l'entrée en vigueur de la loi martiale après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022.

«Ce n'est pas le moment pour des élections», a déclaré le chef de l'Etat ukrainien lundi, fermant la porte à un scrutin présidentiel dans le pays et tentant de clore un débat grandissant parmi les dirigeants après plus d'un an et demi d'invasion russe.

Car si la Russie n'avait pas lancé son invasion en février 2022, les législatives en Ukraine auraient dû avoir lieu en octobre de cette année et la présidentielle, en mars 2024.

Interrogé sur les propos de M. Zelensky, le porte-parole du département d'Etat américain, Vedant Patel, a déclaré que cette décision de ne pas organiser d'élections était «conforme à leur Constitution».

«C'est important de rappeler que l'Ukraine se trouve dans cette si-

tuation parce que la Russie continue de mener une guerre illégale de grande échelle contre l'Ukraine. Le peuple ukrainien lutte pour sa survie», a déclaré M. Patel aux journalistes, dénonçant les «bombardements quotidiens d'infrastructures civiles à travers l'Ukraine».

### **«Soutenir une approche prudente et constitutionnelle»**

«Nous avons également clairement indiqué à nos partenaires ukrainiens notre engagement à soutenir non seulement l'Ukraine dans son combat, mais aussi notre engagement à soutenir une approche prudente et constitutionnelle pour maintenir une démocratie forte en temps de guerre», a-t-il déclaré.

Volodymyr Zelensky nie le fait que la contre-offensive ukrainienne se trouvait dans une impasse, tout en admettant que le conflit entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas avait «détourné l'attention» de la guerre opposant l'Ukraine à la Russie.

De son côté, le porte-parole du département d'Etat a démenti le fait que les Etats-Unis pousseraient l'Ukraine à entamer des négociations pour mettre fin à la guerre.

«Il reste très clair que le Kremlin n'a aucune intention de négocier ou de mettre fin à cette guerre, et nous sommes déterminés à soutenir nos partenaires ukrainiens», a déclaré M. Patel.

Dans une lettre au Congrès publiée mardi, le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken a demandé l'approbation d'un soutien budgétaire direct de 11,8 milliards de dollars pour aider l'Ukraine.

Une aide qui divise les rangs des républicains, qui soutiennent cependant fermement l'aide à Israël.

Hier, 22h12

**«L'Ukraine fera partie de l'UE», assure Volodymyr**

## Zelensky

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a assuré mardi que son pays ferait «partie de l'Union Européenne» (UE), à la veille de la publication d'un rapport sur l'état des progrès réalisés par l'Ukraine, qui a le statut de candidat. «Demain est un jour important», a-t-il déclaré dans son adresse quotidienne à la nation, qualifiant d'«historique» le rapport à venir.

L'exécutif européen doit rendre un rapport mercredi sur l'état des progrès réalisés par l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, et se prononcer sur l'ouverture ou non de négociations d'adhésion, avant que les 27 ne se saisissent de la question lors d'un sommet à Bruxelles à la mi-décembre.

Volodymyr Zelensky a affirmé que son pays «prépar(ait) déjà les prochaines étapes», notamment en «renforçant» ses institutions. «L'Ukraine fera partie de l'Union Européenne», a promis le président, évoquant le «long chemin» déjà parcouru pour s'en rapprocher. Il a toutefois rappelé que cela nécessiterait un «travail» du pays pour «s'adapter aux normes de l'UE».



AFP

Hier, 19h09

### Six morts dans une frappe à Donetsk, selon les autorités prorusses

Six personnes sont mortes et 11 ont été blessées lors d'une frappe

à Donetsk, grande ville de l'est de l'Ukraine sous contrôle russe, a annoncé mardi le chef de l'occupation russe de la région, Denis Pouchiline.

«Six personnes ont été tuées et 11 blessées à la suite de trois tirs d'obus dans le centre de Donetsk, selon des informations préliminaires», a-t-il écrit sur Telegram.

Des bâtiments civils ont été endommagés, notamment un centre social, un établissement médical et des immeubles d'habitation, a ajouté Denis Pouchiline.



Denis Pushilin.

AFP

Plus tôt, le chef de l'administration russe de la ville, Alexeï Koulemzine, avait affirmé que le bombardement avait touché un centre social, provoquant l'effondrement de son plafond et la mort de six personnes.

Alexeï Koulemzine avait dit s'appuyer sur des «données préliminaires», expliquant que les informations étaient «en train d'être clarifiées».

Il avait affirmé dans l'après-midi qu'un bombardement était en cours, notant aussi qu'un «obus ennemi» avait touché un entrepôt dans un autre quartier de Donetsk.

La région de Donetsk est l'une des quatre provinces ukrainiennes

dont Moscou a revendiqué l'annexion après le déclenchement de l'offensive russe en février 2022.

L'Ukraine a déclenché en juin une contre-offensive pour essayer de libérer les territoires occupés. Mais, jusqu'ici, ses avancées ont été limitées et la Russie lance ses propres attaques pour forcer l'armée ukrainienne à revoir ses plans.

Hier, 19h02

### **Trois soldats ukrainiens condamnés par la Russie à 26 ans de prison pour «tentative de meurtre»**

Les autorités russes d'occupation de l'est de l'Ukraine ont condamné mardi trois soldats ukrainiens capturés à 26 ans de prison pour «tentative de meurtre» et «traitement cruel de civils» à Marioupol au printemps 2022, de nouvelles lourdes peines contre des militaires de Kiev.

Alexeï Koval, Andreï Tchoumak et Valéry Fiodorovitch ont été reconnus coupables d'avoir «ouvert le feu sur un bâtiment administratif» et, «à plusieurs reprises, depuis leur char, sur des immeubles d'habitation» en «mars-avril 2022», au moment où cette ville du Sud-Est ukrainien était assiégée par l'armée de Moscou, selon le Comité d'enquête russe.

La justice russe a multiplié ces derniers mois les condamnations de militaires ukrainiens faits prisonniers, les accusant de divers crimes.

Mardi, elle a également annoncé la condamnation à vie dans la région de Donetsk pour Igor Klechtchounov, un militaire des forces armées ukrainiennes qui avait, selon l'accusation, abattu quatre civils à Marioupol.

La semaine passée, deux autres militaires avaient été condamnées à 26 ans de prison pour le meurtre d'un civil à Marioupol au printemps 2022. Un soldat avait, lui, été condamné à une peine de prison à perpétuité et deux autres à 30 ans de réclusion chacun pour des faits similaires. Et trois soldats avaient reçu des peines de prison à vie pour des meurtres qui auraient été commis là en-

core à Marioupol.

## Moscou rejette toute la responsabilité sur l'Ukraine

L'armée russe, confrontée à une résistance acharnée des Ukrainiens et en particulier du régiment Azov, a assiégé et largement détruit cette ville portuaire ukrainienne dans les premiers mois de son assaut, faisant un nombre indéterminé mais probablement colossal de morts parmi les civils.

Moscou rejette toute la responsabilité sur l'Ukraine et conteste les accusations de crime de guerre visant son armée.

Hier, 18h51

## Le ministre russe de la Défense parle coopération militaire avec son homologue burkinabè

Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou s'est entretenu avec son homologue burkinabè Kassoum Coulibaly, en visite en Russie, de la coopération militaire entre leurs deux pays, a indiqué son ministère mardi.

Le Burkina Faso, dirigé par un régime militaire depuis l'an dernier, cherche à diversifier ses partenaires et s'est notamment rapproché de la Russie.

Les deux ministres sont convenus de «renforcer les liens entre (leurs pays) dans le domaine de la défense», selon un communiqué du ministère russe.

Sergueï Choïgou a noté que les relations entre les deux nations avaient «adopté une dynamique positive ces dernières années».



Sergueï Choïgou

AFP

«Je considère que la rencontre d'aujourd'hui est une nouvelle étape dans le développement de nos relations amicales», a-t-il ajouté.

Kassoum Coulibaly a lui fait part de son «attachement» à leur partenariat, selon le communiqué russe.

Sur une vidéo publiée par le ministère russe de la Défense, les ministres se serrent la main et participent à une réunion avec d'autres responsables militaires.

Le Burkina Faso est confronté depuis plusieurs années à des violences jihadistes meurtrières et récurrentes sur une grande partie de son territoire, qui ont fait plus de 17.000 morts et plus de deux millions de déplacés internes.

En octobre, le pays sahélien a signé un accord avec la Russie pour la construction de la première centrale nucléaire sur son territoire.

Hier, 18h46

## **L'Otan condamne le retrait russe du traité sur les armes conventionnelles en Europe**

Les pays membres de l'Otan ont condamné mardi la décision de la

Russie de se retirer formellement du traité historique limitant les forces militaires conventionnelles en Europe, et décidé de suspendre leur participation.

La Russie avait décidé en 2007 de suspendre sa participation à ce traité sur les armes conventionnelles en Europe, entré en vigueur en 1992 après la chute de l'URSS.

Moscou a annoncé lundi son retrait formel de ce traité. La guerre déclenchée par Moscou contre l'Ukraine a porté le coup fatal aux traités de contrôle des armements qui équilibraient ou réduisaient les forces en présence en Europe depuis des décennies.

Les Alliés ont annoncé dans un communiqué «condamner la décision de la Russie de se retirer du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (CFE), et sa guerre d'agression contre l'Ukraine, contraire aux objectifs du Traité».

## **Les pays membres suspendent également leur participation**

«Par conséquent», les pays membres de l'Otan ont également annoncé leur intention de «suspendre leur participation au Traité CFE aussi longtemps que nécessaire», ajoute le communiqué.

Les Etats-Unis ont indiqué de leur côté qu'il serait «inacceptable» pour eux et pour les Alliés de rester engagés par un traité abandonné par la Russie.

«La suspension des obligations liées au CFE va renforcer la capacité de défense et de dissuasion de l'Alliance en levant les restrictions qui impactent nos plans, déploiements et exercices», a indiqué le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan.

Le traité CFE, signé en 1990, imposait pour la première fois des limites légales et vérifiables aux forces des 30 pays ayant signé cet accord. Il était considéré comme la pierre angulaire des accords de sécurité conclus à la fin de la guerre froide.

Selon l'Otan, il avait permis la destruction de quelque 100.000 ma-

tériels militaires, y compris des tanks, pièces d'artillerie ou hélicoptères d'attaque.

Hier, 18h32

## Les premiers F-16 néerlandais envoyés en Roumanie

Les Pays-Bas ont envoyé cinq premiers avions de combat F-16 vers la Roumanie, où ils seront utilisés pour former des pilotes ukrainiens, a annoncé mardi le ministère néerlandais de la Défense.

Avec le soutien des États-Unis, le Danemark et les Pays-Bas ont officialisé en aout leur engagement à livrer jusqu'à 61 appareils une fois que les pilotes ukrainiens seront formés.

L'exécutif néerlandais a précisé que les avions seront d'abord utilisés pour un «cours de remise à niveau» destiné aux instructeurs embauchés. La formation des pilotes viendra ensuite. Les appareils voleront «uniquement dans l'espace aérien de l'OTAN», a-t-il souligné.

«Cinq chasseurs néerlandais F-16 sont actuellement en route vers le centre européen de formation F-16 (...) en Roumanie», a annoncé le ministère néerlandais de la Défense.

«Les avions sont destinés à former des pilotes roumains et ukrainiens», a-t-il précisé dans un communiqué.

Le groupe de défense américain Lockheed Martin, fabricant des F-16, assurera la formation et la maintenance des chasseurs.

**Articles plus anciens** →

ATS/AFP/SIM/EAH/MWE/LMA/IDU/TWI

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

**110725 commentaires**